



ENVIRONNEMENT **NOS VIES**

# EUROPE PLUS IL Y A DE FOUS, MOINS IL Y A DE RIZ...

En 2012, la Commission européenne supprime les droits de douane sur les importations de riz. Une décision aberrante qui génère l'asphyxie de toute une agriculture locale en France et en Italie, et un immense gâchis écologique. Bilan et explications, six ans après.

**V**oilà une dizaine d'années, un travail de thèse réalisé par un étudiant concluait que 1 kg de haricots verts importé par la France et transporté par avion depuis le Bangladesh avait un bilan carbone de 4,5 kg de CO<sub>2</sub>, contre 107 g pour le même produit importé d'Italie et transporté par camion. Le bilan carbone du kg de raisin importé d'Afrique du Sud, dans les mêmes conditions que le haricot vert, était de 5,6 kg de CO<sub>2</sub>, contre toujours 107 g pour celui importé d'Italie par camion. On imagine à partir de ces deux exemples que produire des tomates de serre, des concombres et d'autres légumes à proximité de nos grandes villes réduirait considérablement le bilan carbone de nos assiettes.

## MAIN-D'ŒUVRE À BAS COÛT

Si les gouvernements européens et la Commission de Bruxelles tiraient les conclusions de ce genre d'étude en songeant à l'évolution du climat, ils n'auraient pas supprimé les droits de douane sur les importations de riz en provenance des pays tiers. Six ans ont passé depuis la suppression par Bruxelles de tout tarif douanier sur le riz importé en Europe depuis les pays asiatiques, dont principalement le Cambodge et la Malaisie. Du fait de la concurrence de deux pays à bas coût de main-d'œuvre, un producteur italien de la plaine



ANTOINE DEVOLUARD / REA

En Camargue, la culture du riz est une nécessité contre la stérilisation des terres par le sel.

de Pavie ne perçoit plus que 31 euros pour un quintal de riz, alors que son coût de production est de 50 euros.

Cette situation scandaleuse n'a rien d'étonnant. Chaque fois que l'offre d'une matière première agricole dépasse la demande, les transformateurs spéculent à la baisse. C'est vrai pour le riz comme pour le blé ou le lait de vache, deux denrées de base dont les prix oscillent sur des tendances baissières de 15 à 30 % depuis trois ans sans même que cela profite aux consommateurs.

Les producteurs de riz en Camargue vivent la même situation que leurs collègues italiens. Du fait des facilités d'exporta-

tion accordées à certains pays asiatiques, ils n'arrivent plus à s'en sortir au point que la production annuelle de ce bassin est passée de 120 000 tonnes à 70 000 tonnes en seulement trois ans. Or, la culture du riz fait partie de l'équilibre écologique de la Camargue, dont les sols à hauteur de marée contiennent trop de sel pour recevoir d'autres cultures. De fait, la culture du riz est une nécessité contre la stérilisation des terres par le sel, ce qui échappe à la compréhension de la bureaucratie bruxelloise.

Huit pays membres de l'Union européenne produisent encore du riz sur plus de 400 000 hectares, dont plus de 50 % en Ita-

lie, 25 % en Espagne et environ 4 % en France, cinquième producteur européen juste derrière le Portugal et la Grèce.

## LONGUES DISTANCES

Tout comme les délocalisations industrielles augmentent le bilan carbone de nos équipements via les transports de ces biens sur de longues distances, les importations de nourriture augmentent aussi le bilan carbone de notre assiette au quotidien. Ce n'est pas ainsi que l'on freinera le réchauffement climatique, sans même parler de la perte d'une partie de notre souveraineté alimentaire. ★

GÉRARD LE PUILL

glepuill@humanite.fr